

La messe est dite

L'Echo - Dominique Liesse - 28 janvier 2016

Le rapport sur l'avenir du secteur financier belge a le mérite d'exister. Rédigé par un groupe d'experts de haut vol, il a le mérite de faire état d'une réalité économique. Mais ce rapport, commandé par le ministre des Finances Johan Van Overtveldt (N-VA), aura-t-il le mérite de faire changer les choses? Rien n'est moins sûr.

Présenté hier en commission des Finances, le rapport s'est heurté aux réflexes politiques. Toucher à la fiscalité de l'épargne? "La population veille à ses intérêts, a lancé Peter Dedecker (N-VA). Comment concilier la théorie économique et cela? Les électeurs vont nous juger là-dessus."

"Le rapport des experts sur le secteur financier s'est heurté aux réflexes politiques."

Plafonner le montant de l'emprunt hypothécaire à environ 85% de la valeur du bien? "Mais, c'est un frein à l'accès à la propriété!", clament en chœur plusieurs députés. Réduire la pression régulatoire nationale sur les banques pour plus de compétitivité? "C'est un paradoxe: vous voulez développer de nouveaux services financiers pour un secteur plus résilient, mais vous plaidez pour moins de gold plating (régulation nationale plus sévère que les exigences européennes NDLR)", déclare Georges Gilkinet (Ecolo).

Et pourtant, une après-midi durant, Luc Coene (ex-gouverneur de la BNB), Geert Noels (économiste) et Paul Jorion (professeur universitaire) ont expliqué la situation: une épargne avantagée fiscalement qui fuit et profite donc à l'étranger par le biais d'entités des banques étrangères. Mais des risques, qui eux, pèsent sur l'épargnant belge!

Un secteur immobilier important qui n'est pas sans risque d'emballement. "Le marché avale tout avantage fiscal et l'intègre avec des suppléments de prix. En plafonnant l'emprunt hypothécaire, nous tentons de protéger le consommateur des aléas du marché."

Le ministre, lui-même, aurait déclaré aux experts: "Vous ne me rendez pas la vie plus facile avec ce rapport." Il aurait même déjà ajouté que la révision de la fiscalité du carnet d'épargne n'était pas une priorité du gouvernement.

La messe semble donc être dite!